

**BREXIT :
THERESA MAY
DANS L'IMPASSE****ÉDITORIAL III**

A cent jours du Brexit prévu le 29 mars 2019, jamais l'impasse n'a été aussi évidente. La folle semaine qui s'achève pourrait rester dans l'histoire comme celle où le processus de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne – en se heurtant à la réalité – a cessé d'être inéluctable.

Triple choc, en vérité. D'abord avec la réalité parlementaire lorsque, lundi 10 décembre, Theresa May a reporté sine die, parce qu'elle allait le perdre, le vote au Parlement sur l'accord de Brexit prévu pour le lendemain. Ensuite avec le parti conservateur quand la première ministre a été visée, mercredi 12 décembre, par un vote de défiance des députés de sa propre famille politique. Enfin avec l'Union européenne (UE), le lendemain, lorsque les Vingt-Sept lui ont signifié que le temps des négociations était terminé. Certes, la vaillante M^{me} May a survécu à chacune de ces humiliations. Mais l'équation politique du Brexit apparaît désormais pour ce qu'elle est : insoluble.

Aucune des issues possibles ne recueille de majorité parlementaire, alors que Westminster, centre de la vie politique britannique depuis des siècles, est bien décidé à « reprendre le contrôle », en écho au slogan des partisans du Brexit. Le « deal » laborieusement négocié à Bruxelles par M^{me} May depuis dix-huit mois est rejeté à la fois par des élus pro-Brexit et par des europhiles.

Quant à une sortie sans accord, catastrophique pour l'économie, elle est largement rejetée, comme l'a montré l'échec de la tentative de renversement de M^{me} May fomentée par des ultralibéraux qui considèrent ce « no deal » comme une divine occasion de lancer une nouvelle révolution thatchérienne. Quels que soient les éventuels aménagements concédés par l'UE, ces ultras n'en démordront pas. Si un vote est organisé en janvier comme le promet M^{me} May, ils bloqueront l'accord.

Tout aurait pu tourner différemment si Theresa May n'avait pas accumulé maladresses, contresens et mensonges. En activant la procédure de Brexit, en mars 2017, elle n'avait pas la moindre idée du nouveau type de relation souhaité avec l'UE. Ancienne ministre de l'intérieur, elle a placé au centre l'exigence d'un arrêt de la libre entrée des Européens sur le sol britannique et posé des lignes rouges en conséquence – sortie du marché unique et de l'union douanière – tout en prétendant maintenir un libre accès au marché européen. Lorsque les Vingt-Sept ont rejeté ses prétentions, elle a cherché à les contourner et à gagner du temps. Jamais elle n'a expliqué aux Britanniques que le retour à la souveraineté intégrale promis par les pro-Brexit avait un coût pour l'économie. Au contraire, elle n'a cessé de présenter le Brexit comme la promesse de « succès » planétaires, alors qu'il menace la prospérité des Britanniques et des continentaux.

Theresa May s'est elle-même placée dans l'impasse, repoussant sans cesse les problèmes, oubliant le pragmatisme dont se prévaut le conservatisme britannique. Cajolant les seuls ultrabrexiters, elle n'a jamais cherché à réunir une majorité parlementaire. Après avoir perdu, en 2017, les législatives qu'elle avait elle-même imprudemment convoquées, elle est une première ministre en sursis. Sa ténacité et sa résilience ne font pas office de stratégie.

Longtemps marginale, la revendication d'un nouveau référendum gagne du terrain. A première vue périlleuse pour la santé de la démocratie britannique, c'est l'issue de la dernière chance pour un pays déjà profondément divisé. Sans autorité pour convaincre son parti ou le Parlement, Theresa May n'a probablement guère d'autre choix que de faire trancher le dilemme du Brexit par ceux qui en payeraient la note : les électeurs. ■